



MOTION DES AGENTS DU SERVICE RH DE LA DDFIP 93

Les agents du service RH de la DDFIP 93, réunis à l'initiative des syndicats CGT, Solidaires et FO DDFIP 93 ont pris connaissance des documents du comité technique de réseau relatifs au projet SIRHIUS.

Le projet SIRHIUS, au delà de la mise en place d'une nouvelle application informatique de gestion des RH à l'échelle de l'Etat, vise explicitement à démanteler tout le réseau des ressources humaines de la DGFIP.

Il vise à faire disparaître tous les services RH départementaux de gestion des dossiers administratifs et comptables des agents. Il ne resterait dans les DDFIP que les services RH relatifs aux missions spécifiques (relation avec les syndicats, campagne de mutation, recrutement contractuels etc). Tous les actes de gestion et de liquidation de la paye des agents seront fusionnés au sein de nouveaux services régionaux ou inter-régionaux (CSRH) d'ici janvier 2019.

Un point d'entrée unique pour les agents avec un centre d'appel et un accès uniquement par mail ou téléphone sera mis en place.

On le voit, la politique de disparition des services de proximité et la gestion humaine qui pouvait avoir lieu en local dans les directions va être sacrifiée au profit de la mise en place de nouveaux pôles.

Nous savons tous que derrière, ce sont des suppressions de postes massives dans les Ressources Humaines qui sont prévues.

La mutualisation des tâches et les nouveaux outils informatiques sont censés pallier les suppressions de postes (on voit le résultat dramatique de cette politique depuis des années dans notre administration..).

Pour notre part, agents de la DGFIP avec une spécialité RH, nous sommes opposés au démantèlement de notre réseau de proximité au sein des directions départementales.

Attachés à un travail de qualité au service des agents, nous refusons l'éloignement dans de nouvelles usines à gaz qui vont dégrader nos conditions de travail comme elles vont dégrader l'accès et les droits des agents sur la gestion de leurs dossiers.

Nous appelons nos collègues des services RH de la DGFIP à prendre position partout pour réclamer le maintien de nos structures au sein du réseau des DDFIP.

Par ailleurs, la mise en place d'une application RH pour l'ensemble des agents de la fonction publique d'Etat fait peser les plus vives inquiétudes sur le devenir statutaire des personnels qui seront amenés à l'utiliser : depuis des années on voit les tentatives de fusion des statuts des informaticiens de la DGFIP avec les autres informaticiens de la Fonction Publique d'Etat et les risques que cela fait peser sur les statuts de nos collègues. Pour notre part, nous refuserons toute mise en place de statuts interministériels visant à liquider nos droits et garanties.

